

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Cabot Place, Phase II, 2nd Floor
Box 4600
St. John's, NL
A1C 5T2
Bid Fax: (709) 772-4603**

Request For Supply Arrangement - Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

Offer to: Department of Public Works and Government Services

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Ministère des Travaux publics et des Services
gouvernementaux

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
 PWGSC / TPGSC - Nfld. Region
 Cabot Place, Phase II, 2nd Floor
 Box 4600
 St. John's, NL
 A1C 5T2

Title - Sujet Supply Arrangement DFO	
Solicitation No. - N° de l'invitation F6160-180013/H	Date 2021-04-30
Client Reference No. - N° de référence du client F6160-180013	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$XAQ-031-7604
File No. - N° de dossier XAQ-8-41127 (031)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Newfoundland Daylight Saving Time NDT on - le 2021-06-03 Heure Avancée de Terre-Neuve HAT	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lacey, Rhonda	Buyer Id - Id de l'acheteur xaq031
Telephone No. - N° de téléphone (709)730-1597 ()	FAX No. - N° de FAX (709)772-4603
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS 80 EAST WHITE HILLS RD, 4 th FL ST JOHNS Newfoundland and Labrador A1C5X1 Canada	
Security - Sécurité This request for a Supply Arrangement does not include provisions for security. Cette Demande pour un arrangement ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral.

La présente demande de soumissions est annulée dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA) pour la prestation des services aux secteurs qui sont assujettis à l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	4
1.1 Introduction	4
1.2 Sommaire	4
1.3 Compte rendu	5
1.4 Utilisation d'une solution d'achats électroniques (SAE)	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS	5
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	5
2.2 Présentation des arrangements	6
2.3 Ancien fonctionnaire – Avis	6
2.4 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis	6
2.5 Demandes de renseignements – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement	7
2.6 Lois applicables	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS	7
3.1 Instructions pour la préparation des arrangements	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 Procédures d'évaluation	8
4.2 Méthode de sélection	8
4.2.1 Clause du <i>Guide des CCUA</i>	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
5.1 Attestations exigées avec l'arrangement	9
5.2 Attestations préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement et renseignements supplémentaires	11
PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	11
A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT	11
6.1 Arrangement	11
6.2 Exigences relatives à la sécurité	11
6.3 Clauses et conditions uniformisées	11
6.4 Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement	12
6.5 Responsables	13
6.6 Utilisateurs désignés	13

6.7	Occasion de qualification continue.....	13
6.8	Ordre de priorité des documents.....	14
6.9	Attestations et renseignements supplémentaires 6.9.1 Conformité	14
6.10	Lois applicables.....	14
6.11	Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).....	14
B.	DEMANDE DE SOUMISSIONS	15
6.1	Documents de demande de soumissions.....	15
6.2	Processus de demande de soumissions.....	15
	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	16
6.1	Général	16
	ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	17
	ANNEXE « B » CRITÈRES D'ÉVALUATION	30
	ANNEXE « C » PROCESSUS DE PASSATION DE MARCHÉ/ FORMAT D' ENCONCE DES TRAVAUX.....	43
	ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIERES D'ASSURANCÉ	44
	ANNEXE « E » RAPPORTS D' UTILISATION PERIODIQUE	47
	ANNEXE « F » INFORMATION REQUISE POUR L'ATTESTATION RELATIVE AU CODE DE CONDUITE	48

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des fournisseurs : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DAMA;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des arrangements : donne aux fournisseurs les instructions pour préparer l'arrangement afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et Méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et
- Partie 6 6A, Arrangement en matière d'approvisionnements, 6B, Demandes de soumissions, et 6C, Clauses du contrat subséquent :
 - 6A, contient l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et les clauses et conditions applicables;
 - 6B, contient les instructions du processus de demande de soumissions dans le cadre d'un (AMA);
 - 6C, contient des renseignements généraux pour les conditions des modèles de contrat uniformisés émis suite à un AMA.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux Annexe A, Énoncé des travaux; Annexe B, Critère d'évaluation; Annexe C, Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms, Annexe D, Rapports d'utilisation périodique – arrangements en matière d'approvisionnement; Annexe E, Exigences En Matières D'Assurances, Annexe F, Processus De Passation De Marché/format D'Énoncé Des Travaux

1.2 Sommaire

Pêches et Océans Canada (MPO) a l'intention de conclure un arrangement en matière d'approvisionnement pour la prestation de services scientifiques impliquant des connaissances et du soutien technique pour une large gamme de poissons marins, de pêches, d'invertébrés, d'oiseaux, de mammifères marins et d'habitats dans les eaux de Terre-Neuve-et-Labrador. Les projets de recherche individuels seront liés à la surveillance des zones de protection marine (ZPM) existantes ou proposées en vertu de la *Loi sur les océans* et contribueront aux objectifs et aux stratégies d'ordre plus général du programme des ZPM. S'il vous plaît se référer à l'énoncé des travaux joint en annexe A.

La période pour attribuer des contrats en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement est à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2022 avec l'option de prolonger la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour une période supplémentaire d'une année, du 1er avril 2022.

1.2.1 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Le ministère des Pêches et des Océans du Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants :

- l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et une information pour diffusion dans le public.

1.2.2 La présente demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) vise à établir des arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) pour la livraison du besoin décrit dans les

présentes aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales.

- 1.2.3 Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'[Annexe 9.4](#) du Guide des approvisionnements.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux mesures portant sur les Peuples autochtones ou relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

- 1.2.4 Cette DAMA permet aux fournisseurs d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs arrangements. Les fournisseurs doivent consulter la partie 2 de la DAMA, Instructions à l'intention des fournisseurs, et la partie 3 de la DAMA, Instructions pour la préparation des arrangements, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Compte rendu

Les fournisseurs peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Les fournisseurs devraient en faire la demande au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'arrangements en matière d'approvisionnement. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Utilisation d'une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur tout arrangement en matière d'approvisionnement attribué dans le cadre de la présente demande de soumissions, reportez-vous à la section 6.12 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES FOURNISSEURS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](#) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les fournisseurs qui présentent un arrangement s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DAMA et acceptent les clauses et les conditions de l'arrangement en matière d'approvisionnement et du ou des contrats subséquents.

Le document [2008 \(2018-05-22\)](#) Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, sont incorporées par renvoi à la DAMA et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2008](#), Instructions uniformisées - demande d'arrangements en matière d'approvisionnement - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des arrangements

Les arrangements doivent être présentés uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DAMA. Les fournisseurs doivent acheminer leur arrangement à l'endroit suivant :

Rhonda Lacey
Principal Agent de Négociation des Contrats
Services publics et Approvisionnement Canada
Immeuble John Cabot
10 Barter's Hill, St. John's (T.N) A1C 5T2

ou Numéro de télécopieur : 709-772-4603

Remarque : Les arrangements ne seront pas acceptés s'ils sont envoyés directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2008](#) ou pour envoyer des arrangements au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel

2.3 Ancien fonctionnaire – Avis

Les contrats de services attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Par conséquent, la demande de soumissions exigera que vous soumettiez les renseignements qui, dans l'éventualité que vous soyez le soumissionnaire retenu, votre statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension ou ayant reçu un paiement forfaitaire seront requis afin d'être publiés sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive générés conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#), du Secrétariat du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires.

2.4 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi exige que certains entrepreneurs s'engagent formellement auprès d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Si le présent arrangement en matière d'approvisionnement mène à l'attribution d'un contrat assujéti au Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, les modèles de demande de soumissions et de contrats subséquents comprendront des exigences à cet effet. Pour obtenir d'autres renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

2.5 Demandes de renseignements – demande d'arrangements en matière d'approvisionnement

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement au moins 5 jours civils avant la date de clôture de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre. Les fournisseurs devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DAMA auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au fournisseur de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les fournisseurs. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les fournisseurs.

2.6 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat attribué dans le cadre de l'AMA seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Newfoundland et Labrador. À leur discrétion, les fournisseurs peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de l'arrangement ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les fournisseurs acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES ARRANGEMENTS

3.1 Instructions pour la préparation des arrangements

- Si le fournisseur choisit d'envoyer son arrangement par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2008. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. L'arrangement doit être présenté en sections distinctes comme suit :

Section I : Arrangement technique

Section II : Attestations

- Si le fournisseur choisit de transmettre son arrangement sur papier, le Canada demande que l'arrangement soit présenté en sections distinctes, comme suit :

Section I : Arrangement technique (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Le Canada demande que les fournisseurs suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur arrangement en format papier.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DAMA.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les fournisseurs doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Arrangement technique

Dans l'arrangement technique, les fournisseurs devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

3.1.1 Soumission de l'arrangement

Les fournisseurs doivent soumettre:

- a) une copie de la DAMA signée et remplie, au besoin, au moment de la clôture des soumissions;
- b) l'arrangement technique au moment de la clôture des soumissions;**
 -) un curriculum vitae pour chaque catégorie de services au moment de la clôture des soumissions;
- c) les attestations signées et remplies, au besoin, avant l'attribution d'un AMA;**
 - a) une attestation de paiement délivrée par la commission d'indemnisation des accidents du travail, avant l'attribution d'un AMA;
 - d) une preuve des assurances exigées, décrites dans l'annexe « D », Exigences en matière d'assurances, après l'attribution d'un AMA.**

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les arrangements seront évalués par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les arrangements.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

S'il vous plaît se référer à l'annexe B

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Clause du *Guide des CCUA*

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les fournisseurs doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) leur soit émis.

Les attestations que les fournisseurs remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada à tout moment par ce dernier. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera un arrangement non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation est fautive, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des arrangements, ou pendant la durée de tout arrangement en matière d'approvisionnement découlant de cette DAMA et tous contrats subséquents.

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du fournisseur. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'arrangement sera déclaré non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'arrangement

Les fournisseurs doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur arrangement.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les fournisseurs doivent présenter avec leur arrangement, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son arrangement ne soit pas rejeté du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec l'arrangement

5.1.2.1 Assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection. L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

5.1.2.2 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émise par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les cinq (5) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

5.1.2.3 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [S3005T](#) (2008-12-12) Statut et disponibilité du personnel.

5.1.2.4 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [S1010T](#) (2008-12-12) Études et expérience

5.1.2.5 Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#), du *Guide des approvisionnements*.
2. Le fournisseur :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'arrangement, les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins du présent arrangement doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
 - iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
3. Le fournisseur doit cocher la case applicable suivante :
() Le fournisseur est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.
() Le fournisseur est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.
4. Le fournisseur doit cocher la case applicable suivante :
() L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.
() L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.
5. À la demande du Canada, le fournisseur doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le fournisseur doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. Le fournisseur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
6. En déposant un arrangement, le fournisseur atteste que l'information fournie par le fournisseur pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

5.1.2.6 Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande du responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le fournisseur doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone :

1. Je suis _____ (*inscrire « propriétaire » et(ou « employé(e) à temps plein »*) de _____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone, au sens de la définition de [l'Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.
Nom du propriétaire ou de l'employé(e)
Signature du propriétaire ou de l'employé(e)
Date

5.2 Attestations préalables à l'émission d'un arrangement en matière d'approvisionnement et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'arrangement mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement informera le fournisseur du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'arrangement sera déclaré non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le fournisseur doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son arrangement ne soit pas rejeté du processus d'approvisionnement.

PARTIE 6 – ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

6.1 Arrangement

L'arrangement en matière d'approvisionnement couvre les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux à l'annexe A.

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'arrangement en matière d'approvisionnement ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2020](#) (2020-07-01), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services, s'appliquent au présent arrangement en matière d'approvisionnement et en font partie intégrante.

6.3.2 Arrangement en matière d'approvisionnement - établissement des rapports

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

Le fournisseur doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « E ».

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, le fournisseur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable des arrangements en matière d'approvisionnement.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement

6.4.1 Période de l'arrangement en matière d'approvisionnement

La période pour attribuer des contrats en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement est à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2022.

6.4.1.1 la prolongation de l'arrangement en matière d'approvisionnement

Si l'arrangement en matière d'approvisionnement est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire d'un an au 1er avril 2022, selon les mêmes conditions précisées dans l'arrangement en matière d'approvisionnement.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'arrangement en matière d'approvisionnement pour une période prolongée par le responsable de l'arrangement en matière 15 jours avant la date d'expiration de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Une révision à l'arrangement en matière d'approvisionnement sera émise par le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

6.4.2 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) est d'établir la livraison du besoin décrit dans le cadre de l'AMA aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, y compris dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales

6.4.3 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'Arrangement en matière d'approvisionnement.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est :

Rhonda Lacey
Principal Agent de Négociation des Contrats
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
The John Cabot Building
10, Barter's Hill
Boîte postale 4600
Saint Jean (Terre-Neuve) A1C 5T2
Téléphone: (709) 730-1597
Télécopieur: (709) 772-4603
Courriel: rhonda.lacey@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement est responsable de l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour les contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement est identifié dans le contrat comme représentant du MPO ou son agent de projet désigné.

Le responsable technique est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux seront effectués dans le cadre d'un contrat en vertu d'un arrangement en matière d'approvisionnement, et il est responsable de tout le contenu technique des travaux effectués dans le cadre du contrat subséquent.

6.5.3 Représentant du fournisseur

Nom: _____

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur: _____

Adresse de courriel: _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné est : Pêches et Océans Canada, la Garde côtière canadienne (GCC).

6.7 Occasion de qualification continue

Un avis sera affiché Acheter et vendre une fois par année par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) pour permettre à de nouveaux fournisseurs de se qualifier. Les fournisseurs préqualifiés, auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement a été émis, ne seront pas tenu de soumettre un nouvel arrangement.

6.8 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de l'arrangement en matière d'approvisionnement;
 - b) les conditions générales 2020 (2017-09-21), Conditions générales - arrangement en matière d'approvisionnement - biens ou services
 - c) Annexe A, Évince des Travaux;
 - d) Annexe B, Critères d'évaluation;
 - e) Annexe C, Processus De Passation De Marché/format D'Énoncé Des Travaux;
 - f) Annexe D, Exigences En Matières D'Assurances;
 - g) Annexe E, Rapports D'Utilisation Périodique;
 - h) Annexe F, Information Requise Pour L'Attestation Relative Au Code De Conduite;
- l'arrangement du fournisseur daté du *(insérer la date de l'arrangement)*, *(si l'arrangement a été clarifié ou modifié, insérer au moment de l'émission de l'arrangement : « clarifié le _____ » ou « tel que modifié le _____ » (insérer la ou les dates de la ou des clarifications ou modifications s'il y a lieu).*

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par le fournisseur avec son arrangement ou préalablement à l'émission de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'AMA et le non-respect constituera un manquement de la part du fournisseur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'AMA et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'AMA.

6.10 Lois applicables

L'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) et tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la province ou territoire où les biens et/ou services sont rendus, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les fournisseurs peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de l'arrangement ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les fournisseurs acceptent les lois applicables indiquées.

6.11 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'arrangement en matière d'approvisionnement, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les contrats individuels pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'arrangement en matière d'approvisionnement à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir les biens et les services dans le cadre de son arrangement en matière d'approvisionnement par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'arrangement en matière d'approvisionnement pourrait être mis de côté par le Canada.

B. DEMANDE DE SOUMISSIONS

6.1 Documents de demande de soumissions

Le Canada utilisera les modèles uniformisés suivants, qui sont disponibles dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat selon la valeur estimative et la complexité du besoin :

- Simple, pour les besoins de faible valeur;
- Complexité moyenne (CM) pour les besoins de complexité moyenne;
- Complexité élevée (CE) pour les besoins de complexité élevée.

Les fournisseurs peuvent demander une copie des modèles uniformisés d'approvisionnement au Responsable de l'arrangement en matière d'approvisionnement ou à l'Autorité contractante, selon le cas.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

La demande de soumissions comprendra, au minimum :

- a) une description complète des travaux à exécuter;
- b) 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels

Le paragraphe 3.a) de l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003 incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

- a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms. »
 - c) les instructions pour la préparation des soumissions;
 - d) les instructions sur la présentation des soumissions (l'adresse pour la présentation des soumissions, la date et l'heure de clôture);
 - e) les procédures d'évaluation et la méthode de sélection;
 - f) les attestations;
- **Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Avis**
 - A3005T, A3010T du Guide des CCUA pour les besoins portant sur des services, lorsque des individus bien précis seront proposés pour l'exécution des travaux;
 - **Dispositions relatives à l'intégrité -déclaration de condamnation à une infraction;**
- g) les conditions du contrat subséquent.

6.2 Processus de demande de soumissions

6.2.1 Des demandes de soumissions seront émises aux fournisseurs auxquels un arrangement en matière d'approvisionnement (AMA) a été émis, pour des besoins spécifiques dans le cadre de l'AMA.

6.2.2 La demande de soumissions sera envoyée directement aux fournisseurs, comme le processus en

Annexe « C » - Processus de passation de marché/format d'énoncé des travaux.

CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Général

Les conditions de tout contrat attribué dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement seront en conformité avec les clauses du contrat subséquent faisant partie de la demande de soumissions.

Pour tout contrat attribué en utilisant le modèle :

- a) Simple (pour les besoins de faible valeur), les conditions générales 2029 s'appliqueront au contrat subséquent;
- b) CM (pour les besoins de complexité moyenne), les conditions générales 2010C s'appliqueront au contrat subséquent;
- c) CE (pour les besoins de complexité élevée), les conditions générales 2035 s'appliqueront au contrat subséquent.

Les modèles ci-dessus sont disponibles dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Une copie des modèles peut être fournie sur demande, en communiquant avec la Division de l'intégration de la politique stratégique par courriel à l'adresse suivante : TPSGC.Outilsdapprovisionnement-ProcurementTools.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

À noter : Les références aux modèles CE, CM et Simple dans les demandes d'arrangements en matière d'approvisionnement émises par TPSGC ne sont fournies qu'à titre d'exemple. Les versions à jour du modèle et des clauses et conditions seront utilisées au moment de la demande de soumissions.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Énoncé des travaux

Arrangement en matière d'approvisionnement pour les activités de surveillance menées dans le cadre du Programme de gestion des océans de la région de Terre-Neuve-et-Labrador de Pêches et Océans Canada (MPO)

Contexte

Pêches et Océans Canada (MPO) a l'intention de conclure un arrangement en matière d'approvisionnement pour la prestation de services scientifiques impliquant des connaissances et du soutien technique pour une large gamme de poissons marins, de pêches, d'invertébrés, d'oiseaux, de mammifères marins et d'habitats dans les eaux de Terre-Neuve-et-Labrador. Les projets de recherche individuels seront liés à la surveillance des zones de protection marine (ZPM) existantes ou proposées en vertu de la *Loi sur les océans* et contribueront aux objectifs et aux stratégies d'ordre plus général du Programme de gestion des océans.

L'objectif général consiste à surveiller efficacement les ZPM existantes et proposées en vertu de la *Loi sur les océans* et à éclairer la gestion des activités de conservation menées dans le cadre du Programme de gestion des océans dans la région de Terre-Neuve-et-Labrador du MPO, qui peut également comprendre : les refuges marins en vertu de la *Loi sur les pêches*, la qualité du milieu marin et d'autres initiatives de conservation marine au nom des Canadiens. En 2015, le gouvernement du Canada a annoncé que le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires avaient élaboré des objectifs nationaux de biodiversité d'ici 2020. L'objectif 1 du Canada pour la biodiversité appelle également à la conservation de 10 % des aires marines et côtières d'ici 2020. Le Canada a également fixé un objectif de protection provisoire de 5 % d'ici la fin de 2017. Le gouvernement du Canada a été en mesure de passer d'une protection de moins de 1 % des milieux marins et côtiers en décembre 2015, à 7,9 % en 2018, dépassant l'objectif provisoire de 5 %. Le MPO désigne généralement ces objectifs « Objectifs de conservation marine » (OCM). Les zones protégées comprennent celles créées en vertu de divers outils législatifs fédéraux (p. ex. *Loi sur les océans*, *Loi sur les pêches*), ainsi que les parties marines des parcs nationaux et provinciaux.

Zones géographiques

En ce qui concerne la conservation marine, la zone comprend toutes les eaux de la région de Terre-Neuve-et-Labrador du MPO (figure 1).

Actuellement, le programme des ZPM dans la région de Terre-Neuve-et-Labrador de Pêches et Océans Canada (MPO) compte deux zones de protection marine désignées en vertu de la *Loi sur les océans* (Eastport et baie Gilbert) ainsi que la zone d'intérêt (ZI) du chenal Laurentien. De plus, la planification continue du réseau se poursuit dans la région. Des exigences réglementaires doivent être satisfaites afin de démontrer l'efficacité d'une ZPM dans l'atteinte des buts et des objectifs de conservation marine.

Des prélèvements d'échantillons sur le terrain pourraient être effectués dans les eaux côtières et hauturières de Terre-Neuve-et-Labrador par des navires appropriés ou d'autres moyens, au besoin, dans le cadre de contrats spécifiques.

La zone couverte par le présent arrangement en matière d'approvisionnement est délimitée par les eaux côtières et hauturières de Terre-Neuve-et-Labrador (de la laisse de basse mer et des estuaires jusqu'à la limite des 200 milles). Les zones suivantes seront délimitées aux fins du présent arrangement en matière d'approvisionnement :

- La baie Gilbert et le sud du Labrador.
- Eastport et la baie de Bonavista.
- Zone d'intérêt du chenal Laurentien
- Le chenal Laurentien et le sud de Terre-Neuve.
- Baie Placentia
- Baie de Fortune
- Les autres eaux côtières de Terre-Neuve.
- Les autres eaux hauturières de Terre-Neuve.
- La division 4R de l'OPANO.
- Les divisions 4Vs et 4Vn de l'OPANO.
- Les autres eaux côtières du Labrador.
- Les autres eaux hauturières du Labrador.
- Les activités terrestres.
- Les activités en laboratoire.

Objectifs du Programme de gestion des océans

La région de Terre-Neuve-et-Labrador de Pêches et Océans Canada compte deux ZPM et une zone d'intérêt (ZI) [figure 1]. La ZPM d'Eastport est une petite zone de 2,1 km²; son objectif de conservation est de « conserver et protéger la population locale de homards ». La ZPM de la baie Gilbert est une zone plus étendue, 61 km², avec un objectif de conservation qui est de « conserver et protéger une espèce unique de morue franche ». La ZI du chenal Laurentien a une superficie d'environ 11 619 km² avec l'objectif global de « conserver la biodiversité avec plusieurs objectifs de conservation mettant l'accent sur la protection d'espèces clés (dont les coraux et les pennatules, la maraîche, l'aiguillat noir, la raie, le loup à tête large et la tortue luth) et leurs habitats, la protection de la structure et de la fonction de l'écosystème en effectuant des recherches scientifiques ». Ces recherches et cette surveillance aideront Pêches et Océans Canada à comprendre et à protéger plusieurs des espèces et populations préoccupantes dans les deux ZPM et la ZI de la région de Terre-Neuve-et-Labrador.

Outre la surveillance des ZPM, le Programme de gestion des océans peut également surveiller ou mener des études sur les refuges marins en vertu de la *Loi sur les pêches*, les différents aspects de la qualité du milieu marin ou l'inventaire des ressources côtières des collectivités.

Les « autres mesures de conservation efficaces par zone » font partie intégrante de la stratégie du gouvernement du Canada pour atteindre les OCM. À l'heure actuelle, toutes les « autres mesures de conservation efficaces par zone » prises au Canada ont été des fermetures en vertu de la *Loi sur les pêches* qui répondent à un ensemble de critères définis. Le MPO désigne toutes les « autres mesures » qui répondent à ses critères comme des « refuges marins », tous étant identifiés et décrits à la section sur la protection des océans du site Web du MPO (<http://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/oeabcm-amcepz/index-fra.html>); il s'agit de contributions importantes dans l'atteinte des objectifs de conservation marine du Canada.

On compte douze « refus marins » dans les eaux de Terre-Neuve-et-Labrador (soit environ 100 000 km²). La plupart de ces refuges marins représentent une fermeture des pêches entrant en contact avec le fond en vue de protéger les communautés benthiques sensibles composées de coraux et d'éponges (partie de T.-N.-L. du bassin Hatton, ensellement Hopedale et talus du nord-est de Terre-Neuve-et-Labrador, coraux de la division 30). Deux de ces refuges sont des fermetures visant à protéger la morue franche et son habitat benthique (chenal Hawke et fosse de l'île Funk), sept des fermetures visant à protéger le homard d'Amérique (rivière Trout, pointe Shoal, îles Penguin, île Gooseberry, Glovers Harbour, île Mouse et baie de Gander) et le dernier est une fermeture visant à protéger le saumon de l'Atlantique (fermeture de la zone de migration du saumon dans la baie des Îles). L'initiative sur la qualité du milieu marin, en vertu du Plan de protection des océans du gouvernement du Canada cherche à comprendre et à réduire les répercussions des bruits sous-marins sur les mammifères marins et le milieu marin. Dans la région de T.-N.-L., la recherche se concentre sur la détermination des niveaux actuels de bruit sous-marin ambiant dans la baie Placentia et d'autres zones de la province. La surveillance et la recherche se pencheront plus précisément sur les projets conçus pour améliorer notre compréhension et élaborer d'éventuelles mesures d'atténuation afin d'évaluer les effets du bruit sur les mammifères marins.

De 1997 à 2007, le Programme de gestion des océans de la région de Terre-Neuve-et-Labrador a élaboré une grande base de données sur les Connaissances écologiques traditionnelles (CET), une base de données connue sous le nom d'Inventaire des ressources côtières axé sur les collectivités. Il s'agit de renseignements anecdotiques collectés de manière systématique par l'intermédiaire d'entrevues avec des pêcheurs locaux et d'autres parties intéressées, et dont les résultats sont intégrés dans une base de données géographique numérique. La base de données actuelle couvre l'ensemble du littoral de la région de Terre-Neuve-et-Labrador du MPO et comprend les thèmes suivants : poissons de fond, poissons pélagiques, mollusques et crustacés, mammifères marins, plantes aquatiques et oiseaux. Un projet pilote est en cours pour évaluer la nécessité et la faisabilité d'une mise à niveau de cette base de données.

Types de travaux

Dans le cadre du présent arrangement en matière d'approvisionnement, Pêches et Océans Canada peut demander des services scientifiques ou techniques :

Surveillance et recherches associées aux objectifs du Programme de gestion des océans

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- (a) Livres de bord (p. ex. homards, morue).
- (b) Échantillonnage en mer (p. ex. casiers à homard).
- (c) Études de marquage (p. ex. étiquettes rubans et étiquettes acoustiques).
- (d) Études sur la fécondité et sur la dérive des larves (p. ex. dénombrement des œufs de homard).
- (e) Cartographie de l'habitat.
- (f) Collecte et analyse génétique d'échantillons de nageoires.
- (g) Espèces aquatiques envahissantes (p. ex. détermination, atténuation, surveillance).
- (h) Mise en place, entretien et changement de place d'équipements (p. ex. caméras sous-marines, VTG, enregistreurs acoustiques).

- (i) Échantillonnage à bord des navires pour les recherches et la surveillance dans les ZPM.
- (j) Échantillonnage et analyse des sédiments et de l'eau.

Collecte ou traitement ou analyse d'échantillons biologiques :

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Poissons et invertébrés à tous les stades du cycle biologique (p. ex. biomasse, poids).
- b) Plancton (p. ex. traits de plancton).
- c) Mammifères marins
- d) Reptiles marins (p. ex. observation des tortues luths).
- e) Oiseaux
- f) Isotopes
- g) Plantes marines
- h) Coraux et éponges
- i) Otolithes/bouts de nageoires
- j) Tissus
- k) Sang

Recherches en matière de taxonomie, de biodiversité, d'environnement ou d'écologie, ou services d'information dans ces domaines :

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- (a) Contribution aux bases de données biologiques, ajout de données ou contrôle de la qualité des bases.
- (b) Études sur la biodiversité, études environnementales ou écologiques, surveillance et collecte, évaluation et analyse d'échantillons.

Données biophysiques et océanographiques, y compris :

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- (a) Utilisation de l'habitat (p. ex. sonar à balayage latéral multifaisceaux, échantillonnage par grappillage).
- (b) Analyse de sédiments ou d'eau (p. ex. CTP [conductivité, température, profondeur], pH, présence de mercure, échantillonnage par grappillage).

Collecte de photos/vidéos

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Systèmes de caméra en eau profonde
- b) Véhicule sous-marin automatisé
- c) Véhicules sous-marins téléguidés
- d) Photos et vidéos prises par des drones
- e) Séquences prises à l'aide d'une caméra lestée

Collecte de données océanographiques

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Température
- b) Salinité
- c) Données océanographiques (exploitation du satellite fournissant une température de la surface de la mer)
- d) Couverture de glace
- e) Bathymétrie
- f) Rétrodiffusion
- g) Multifaisceau
- h) Sonar à balayage latéral
- i) Profil de sédiments
- j) Vérification au sol
- k) Profileurs de courant
- l) Préciser _____

Traitement et analyse des données

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- (a) Traitement et analyse de l'enregistrement sonore des cétacés
- (b) Analyse des données géospatiales pour l'élaboration des cartes et d'autres outils
- (c) Connaissances écologiques traditionnelles
- (d) Analyse des profils de déplacement
- (e) Travail de laboratoire (p. ex. isotopes, génétique)
- (f) Traitement/analyse des photos/vidéos
- (g) Traitement/analyse des données océanographiques
- (h) Traitement et analyse des données provenant d'un système AURAL (Autonomous Underwater Recorders for Active Listening)

Installation ou récupération des amarrages et des récepteurs et enregistreurs acoustiques utilisés pour obtenir des données acoustiques sous-marines et océanographiques, collecte et consignment des données et entretien et réparation

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Installation ou récupération d'amarrages de systèmes AURAL [Autonomous Underwater Recorders for Active Listening] ou AMAR [enregistreurs acoustiques multicanaux autonomes] aux fins de collecte et de consignment des données et d'entretien et de réparation.

Évaluations scientifiques spécialisées

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Expériences menées à l'aide des progiciels statistiques.
- b) Cartographie et analyse avec le SIG et gestion de la base de données.
- c) Expérience de travail avec les ensembles de données issus des relevés des navires de recherche.
- d) Expertise concernant l'analyse des extraits issus de la collecte des données océanographiques, multifaisceaux et de rétrodiffusion, entre autres (produits à valeur ajoutée provenant des schémas de classes et des cartes d'habitat).
- e) Expérience dans l'élaboration d'un aperçu biophysique, d'un aperçu socio-économique, de rapports d'évaluation des risques, de rapports sur la biodiversité benthique et de rapports génétiques, entre autres, aux fins de planification spatiale marine.
- f) Expérience concernant le positionnement interne d'étiquettes acoustiques chez les poissons.

Formation

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- (a) Formation technique suivie concernant le travail dans le milieu marin, ou près de ce dernier, en lien avec des programmes de surveillance des ZPM dans la zone d'étude (SDMM, formation basique à la survie, formation relative aux hélicoptères, certificats de plongée, etc.).
- (b) Formation suivie sur l'équipement scientifique, le remplacement et l'entretien de l'équipement ou autre formation certifiée spécialisée (SIG, progiciels statistiques, etc.).

Travaux sur le terrain dans le milieu marin

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Échantillonnage, traitement et consignation de données sur des spécimens biotiques et abiotiques à bord de navires.
- b) Mise à l'essai et à l'épreuve de diverses formes d'équipement naval embarqués.
- c) Échantillonnage, traitement et consignation de données océanographiques.
- d) Échantillonnage, traitement et consignation de données photo ou vidéo sur des spécimens biotiques ou abiotiques.
- e) Logistique de la mise en place ou de la récupération des équipements scientifiques.

Équipement (actifs ou accès à l'équipement)

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Formation sur la logistique de la mise en place ou de la récupération des équipements scientifiques et sur la capacité des navires de s'adapter aux équipements scientifiques.
- b) L'équipement peut comprendre des photos/vidéos sous-marines, un équipement CTP ou tout autre équipement océanographique, l'équipement de laboratoire et les engins de pêche, entre autres.

Disponibilité des navires

Ce travail peut nécessiter d'avoir accès à un ou à plusieurs navires aptes à prendre la mer et permettant d'effectuer diverses activités côtières et extracôtières pour les activités de surveillance. Les catégories peuvent être subdivisées en fonction de la capacité des navires à mener des activités de recherche côtières ou extracôtières, ou encore de l'équipement des navires ou de leur capacité à prendre en charge de l'équipement ou des techniciens scientifiques.

Connaissances écologiques locales

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Expérience dans la réalisation d'entrevues avec des personnes au sujet des connaissances écologiques locales ou des connaissances écologiques traditionnelles.
- b) Traitement, numérisation, création de bases de données et gestion des bases de données sur les connaissances écologiques locales.
- c) Expérience dans la publication relative aux connaissances écologiques locales.

Collecte de connaissances auprès des peuples autochtones sur le milieu marin

Ces travaux peuvent comprendre l'un ou l'autre des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Expérience dans la réalisation d'entrevues avec des informateurs-clés pour collecter des connaissances auprès des peuples autochtones sur le milieu marin de Terre-Neuve-et-Labrador.
- b) Expérience avec les techniques de cartographie participative afin de collecter les composantes écologiques et biologiques importantes pour les Autochtones sur un environnement.
- c) Traitement et analyse des données.

Publication

Ce travail peut comprendre la publication d'articles dans les revues scientifiques examinées par les pairs sur les projets de conservation marine à Terre-Neuve-et-Labrador. Veuillez clairement indiquer et énumérer les publications pour lesquels vous êtes auteur principal ou secondaire.

Sensibilisation et éducation du public

Ce travail peut comprendre l'élaboration de produits, des produits multimédias (photo professionnelle, vidéo, conception graphique, médias fondés sur le Web, matériel informatique [p. ex. kiosque avec écran tactile]) ou une expérience dans l'organisation d'événements publics, entre autres.

Exigences et produits livrables

N° de l'invitation - Solicitation No.
F6160-180013/H
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F6160-180013

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
XAQ-8-41127

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les exigences anticipées pour le contrat ou le projet peuvent varier de un à de nombreux échantillons avec une estimation de la durée de la période de collecte, de traitement et d'analyse variant d'un à trois jours tous les mois à cinq à dix semaines deux ou trois fois par année.

La description détaillée des produits livrables sera précisée pour chaque projet individuel. Les projets peuvent varier de la collecte de spécimens ou d'échantillons à des projets de recherche à phases multiples impliquant de grands ensembles de données, le traitement de données, le dessin de cartes et la rédaction de rapports détaillés. L'évaluation des exigences en matière de santé et de sécurité au travail sera effectuée projet par projet.

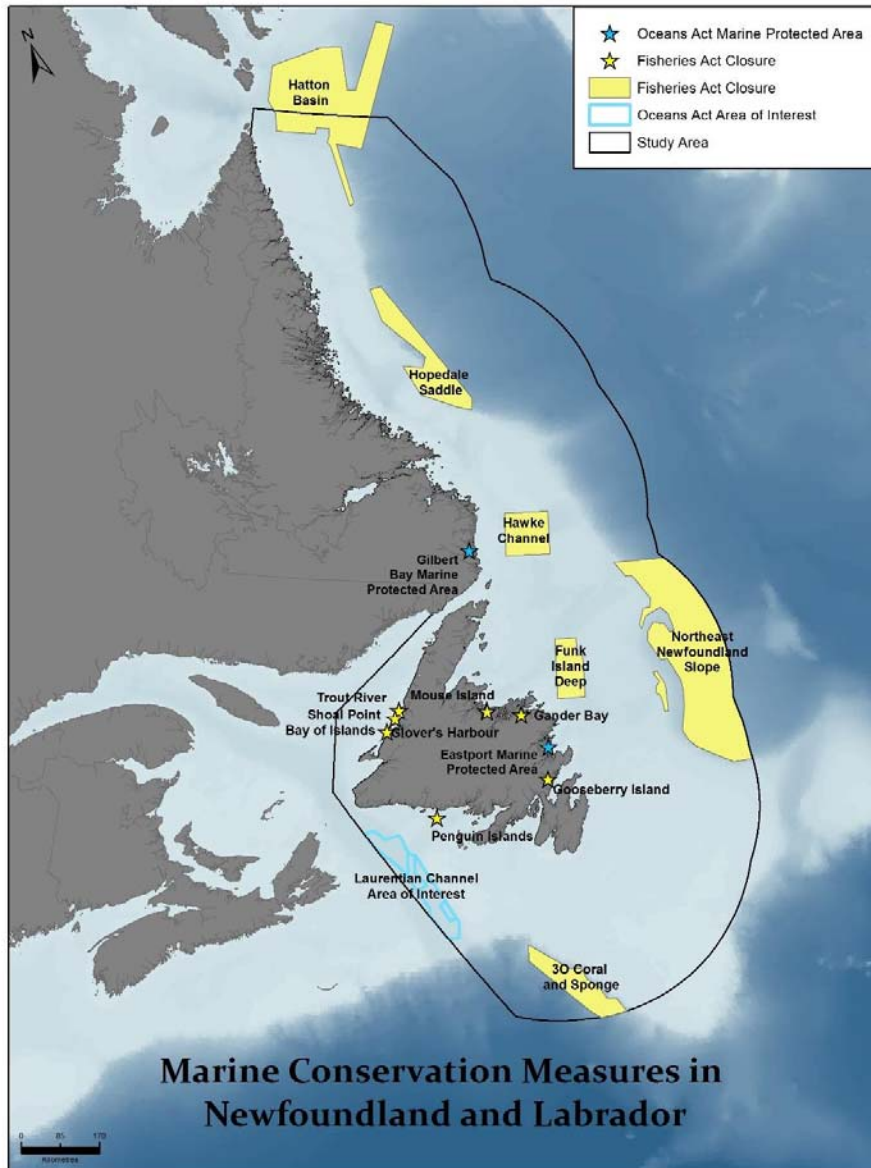


Figure 1. Marine Conservation Measures in Newfoundland and Labrador/ Mesures de conservation marine à Terre-Neuve-et-Labrador.

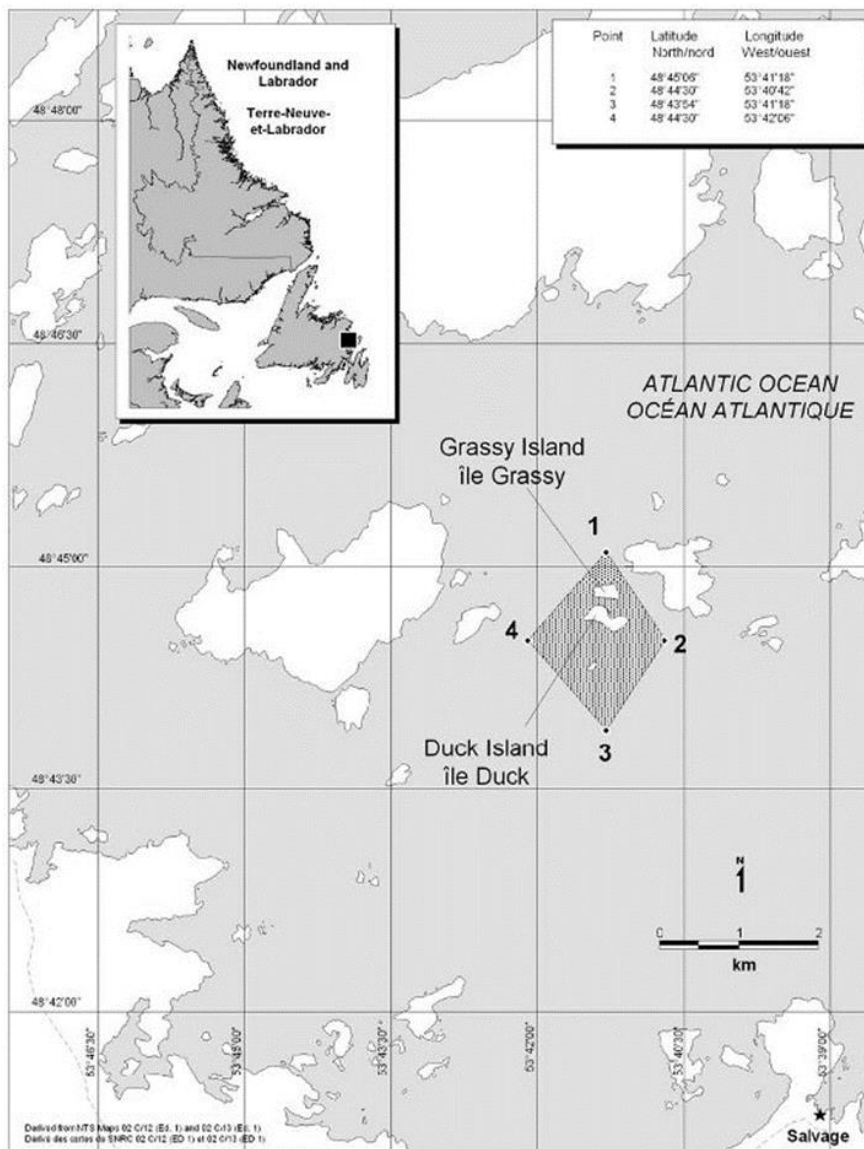


Figure 2a - EASTPORT — DUCK ISLAND MARINE PROTECTED AREA/ZONE DE PROTECTION MARINE D'EASTPORT — ÎLE DUCK

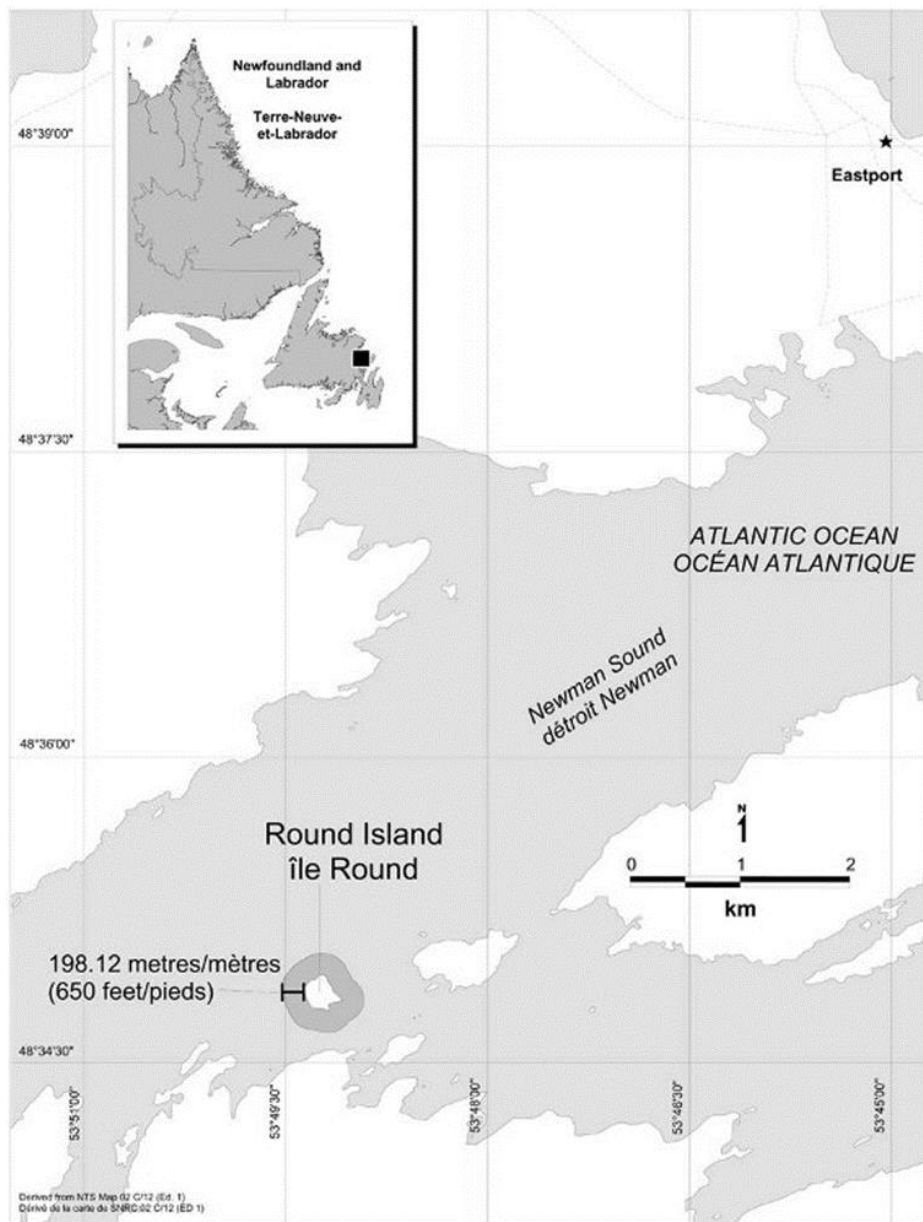


Figure 2b - EASTPORT — ROUND ISLAND MARINE PROTECTED AREA/ZONE DE PROTECTION MARINE D'EASTPORT — ÎLE ROUND

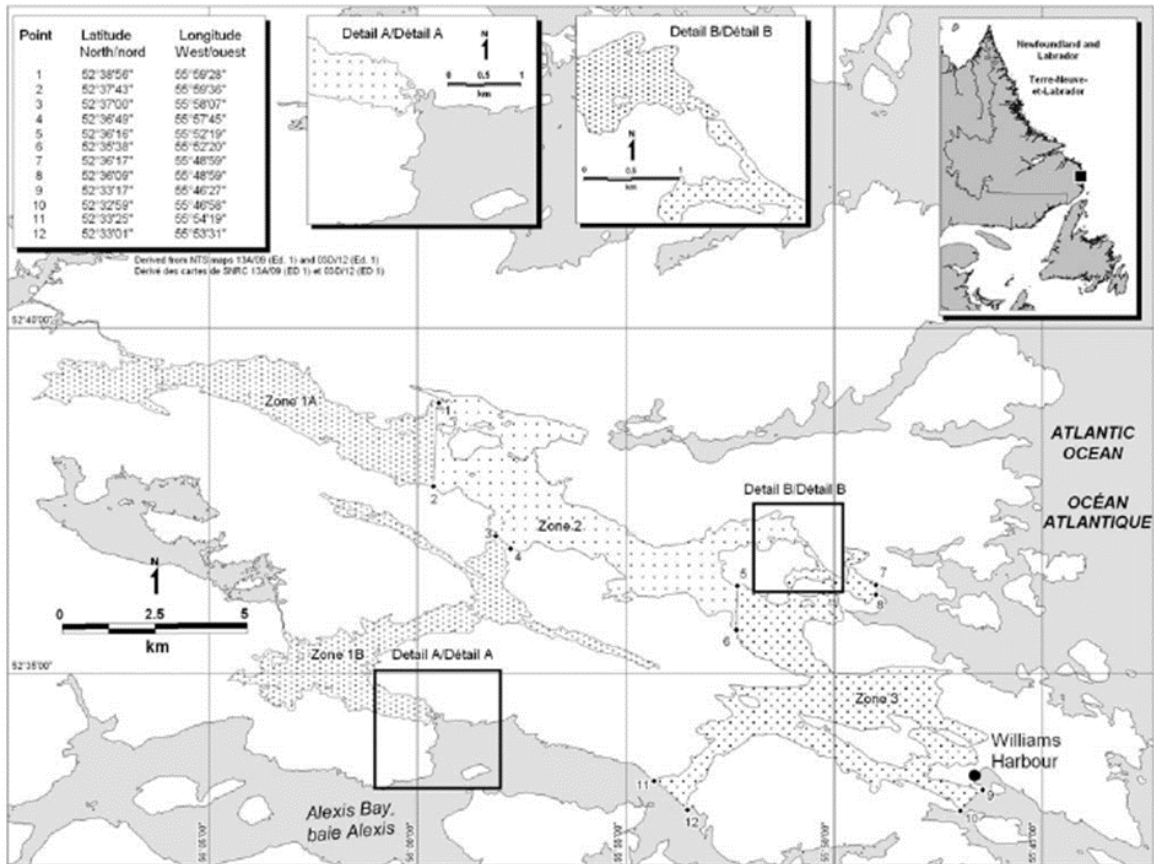
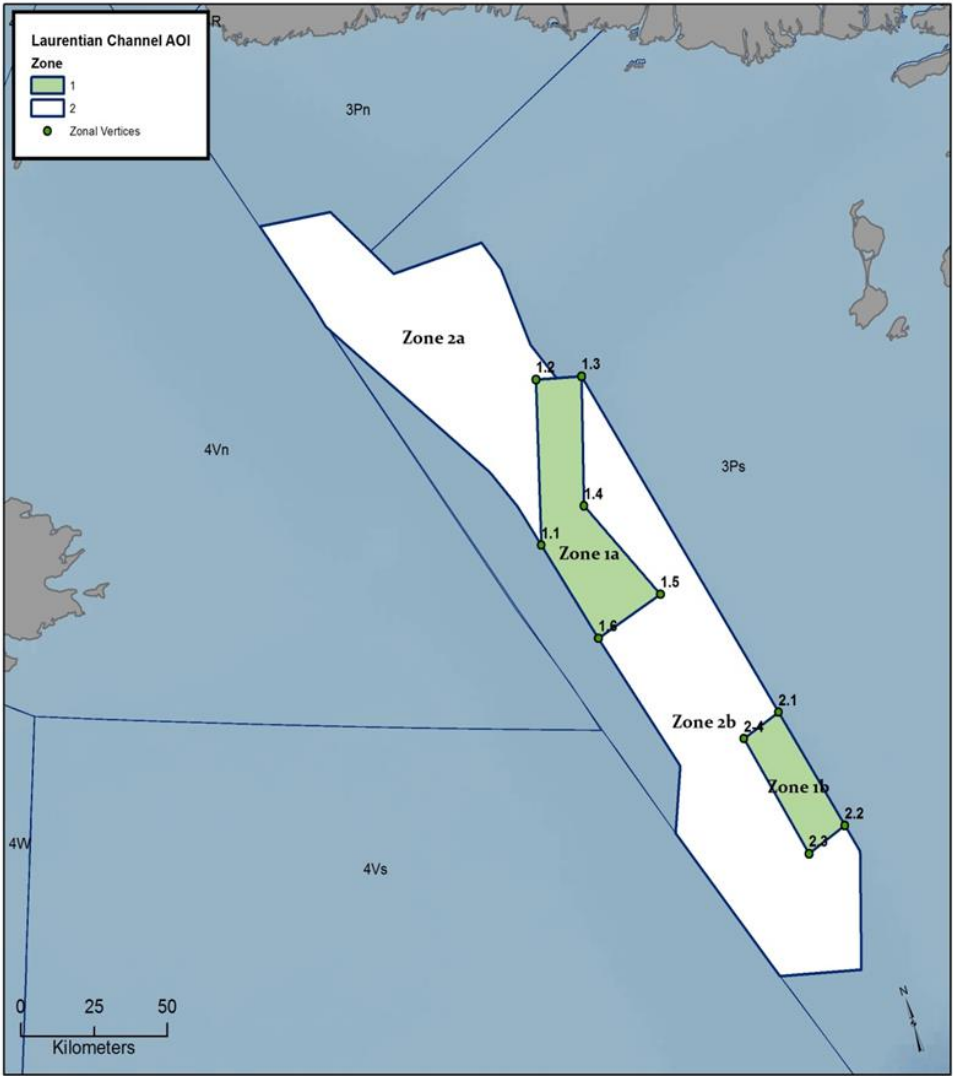


Figure 3 - GILBERT BAY MARINE PROTECTED AREA / ZONE DE PROTECTION MARINE DE LA BAIE GILBERT



Area of Zone 1a :

1494.70 km²

Area of Zone 1b:

614.42 km²

Total: 2109.12 km²

% of total Laurentian
Channel AOI: 17.5%

Zone Vertices

Vertex ID	Latitude	Longitude
1.1	46.181	-57.79
1.2	46.644	-57.822
1.3	46.655	-57.619
1.4	46.293	-57.603
1.5	46.047	-57.264
1.6	45.924	-57.536
2.4	45.644	-56.895
2.1	45.718	-56.743
2.2	45.401	-56.457
2.3	45.323	-56.614

Figure 4 – Laurentian Channel Area of Interest/Région du chenal Laurentien de la zone d'intérêt

ANNEXE « B »

CRITÈRES D'ÉVALUATION

CRITÈRES OBLIGATOIRES :

Les soumissionnaires doivent démontrer clairement qu'ils respectent l'un des six critères techniques obligatoires suivants (à savoir le critère 1, critère 2, le critère 3, le critère 4, le critère 5 ou le critère 6) pour que leur offre fasse l'objet d'une évaluation plus poussée. L'offre doit contenir suffisamment de renseignements pour confirmer que les critères obligatoires sont respectés. Si ce n'est pas le cas, l'offre sera jugée non recevable et sera exclue du processus d'évaluation.

Critère 1 : Expérience dans le domaine des activités de conservation marine **(RESPECTE ____ NE RESPECTE PAS ____)**

Les soumissionnaires DOIVENT avoir une vaste expérience (au moins deux ans) dans la catégorie A, la catégorie B, la catégorie C, la catégorie D, la catégorie E, la catégorie F ou la catégorie G. Veuillez fournir un *curriculum vitae* (CV) détaillant l'expérience pertinente. Le CV doit clairement démontrer au moins deux ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans les catégories pertinentes. Une copie de tout certificat, de toute accréditation, de toute formation et de toute attestation d'assurance, entre autres, doit être intégrée à la demande.

Catégorie A : collecte de données (biologiques, écologiques et biophysiques)

Les soumissionnaires doivent avoir au moins deux ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans un ou plusieurs des champs ci-dessous (a, b, c, d, e ou f) :

a. Collecte d'échantillon biologique (un ou plusieurs des éléments suivants) :

- i. Plancton
- ii. Poissons et invertébrés (tous les stades biologiques)
- iii. Mammifères marins
- iv. Reptiles
- v. Oiseaux
- vi. Isotopes
- vii. Plantes marines
- viii. Coraux et éponges
- ix. Espèces de l'endofaune
- x. Otolithes/bouts de nageoires
- xi. Écailles
- xii. Tissus
- xiii. Sang

b. Recherches en matière de taxonomie, de biodiversité, d'environnement ou d'écologie, ou services d'information dans ces domaines (un ou plusieurs des éléments suivants) :

- i. Contribution aux bases de données biologiques, ajout de données ou contrôle de la qualité des bases.
- ii. Études sur la biodiversité, études environnementales ou écologiques, surveillance et collecte, évaluation et analyse d'échantillons.

- c. **Données biophysiques océanographiques, y compris, sans toutefois s'y limiter (un ou plusieurs des éléments suivants) :**
- i. Utilisation de l'habitat
 - ii. Collecte et échantillonnage de sédiments ou d'eau (p. ex. conductivité, température, profondeur, pH, présence de mercure, échantillonnage par grappillage)
- d. **Collecte de photos/vidéos** (tel que les systèmes de caméra en eau profonde, les vidéos sous-marines, les vidéos avec véhicule sous-marin téléguidé, photos et vidéos prises à l'aide d'un drone, etc.)
- e. **Collecte de données océanographiques**
- I. Température
 - II. Salinité
 - III. Données océanographiques (exploitation du satellite fournissant des données sur la température de la surface de la mer, le plancton, etc.)
 - IV. Couverture de glace
 - V. Bathymétrie
 - VI. Rétrodiffusion
 - VII. Multifaisceau
 - VIII. Sonar à balayage latéral
 - IX. **LIDAR**
 - X. Profil de sédiments
 - XI. Vérification au sol
 - XII. Profileurs de courant
 - XIII. Autres, veuillez préciser _____
- f. **Collecte des données sur les étiquettes internes ou externes** pour les espèces marines. La fabrication ou l'approvisionnement des étiquettes internes ou externes décrites ci-dessous pour les poissons marins, les mollusques et crustacés, les mammifères marins et les reptiles marins, la mise en place inoffensive et efficace de ces étiquettes sur les poissons et les autres espèces marines, le téléchargement efficace (la collecte) des données provenant des étiquettes satellites d'archivage amovibles mises en place ou des récepteurs hydroacoustiques, selon les instructions du personnel scientifique ou du responsable du projet.
- I. Étiquettes acoustiques pour les poissons marins (internes)
 - II. Autonomous Underwater Recorders for Active Listening (AURAL)
 - III. Étiquettes externes de nageoire pour poissons marins
 - IV. Étiquettes-rubans à deux extrémités en polyéthylène (homard d'Amérique)
 - V. Étiquettes externes de nageoire dorsale pour requins
 - VI. Étiquettes satellites d'archivage

Catégorie B : Traitement et analyse des données

Les soumissionnaires doivent avoir au moins deux ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans l'utilisation des logiciels, du matériel ou d'autres équipements

et ressources employés pour le traitement et l'analyse des données dans un ou plusieurs des champs ci-dessous (a, b, c, d ou e) :

a. Traitement d'échantillon biologique (un ou plusieurs des éléments suivants) :

- I. Pour tous les échantillons indiqués au point A ci-dessus
- II. Caractéristiques du cycle vital
- III. Extraction d'ADN
- IV. Données morphométriques
- V. Méristique
- VI. Dissection
- VII. Nécropsie
- VIII. Extraction d'un otolithe
- IX. Échantillons d'écailles
- X. Travail sur microscope
- XI. Endofaune
- XII. ADN
- XIII. Autre (veuillez préciser)

b. Analyse écologique, environnementale, taxonomique ou de la biodiversité

c. Analyse biophysique

- I. Utilisation de l'habitat
- II. Traitement/analyse des sédiments ou de l'eau (p. ex. analyse granulométrique, hydrate de carbone total, carbone inorganique total, critères de conformité spécifiques à l'essai, métaux lourds).

d. Traitement/analyse des photos/vidéos Identification des espèces marines, estimations de l'abondance, répartition des espèces marines à partir de photos ou de vidéos. Traitement des photos ou des vidéos pour cartographier le plancher océanique.

- I. Traitement des photos ou des vidéos prises à l'aide d'un drone
- II. VTG
- III. Séquences prises à l'aide d'un système de caméra lestée
- IV. Autre (veuillez préciser le type) _____

e. Traitement/analyse des données océanographiques

- I. Température
- II. Salinité
- III. Données océanographiques (exploitation du satellite fournissant une température de la surface de la mer)
- IV. Couverture de glace
- V. Cartes bathymétriques
- VI. Schémas de classification, données multifaisceaux et de rétrodiffusion
- VII. Sonar à balayage latéral
- VIII. Profil de sédiments
- IX. Vérification au sol
- X. Profileurs de courant
- XI. Laboratoire
- XII. Préciser _____

**f. Traitement et analyse des données provenant d'un système AURAL
(Autonomous Underwater Recorders for Active Listening)**

Catégorie C : Installation ou récupération des amarrages et des récepteurs et enregistreurs acoustiques (p. ex. systèmes AURAL [Autonomous Underwater Recorders for Active Listening] ou AMAR [enregistreurs acoustiques multicanaux autonomes]) utilisés pour obtenir des données acoustiques sous-marines et océanographiques, collecte et consignation des données et entretien et réparation.

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils disposent d'une expérience récente (au cours des deux dernières années) dans les activités suivantes, notamment : remplacement des batteries en temps opportun, téléchargement des données et autres activités d'entretien et de réparation exigées pour le fonctionnement efficace des amarrages et des récepteurs ou enregistreurs hydroacoustiques avec une période d'indisponibilité minimale.

Catégorie D : Évaluations scientifiques spécialisées

Les soumissionnaires doivent avoir deux ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- a. Expérience de l'utilisation des langages informatiques tels que R
- b. Indiquez les progiciels concernant lesquels vous avez des compétences__
- c. Experts en la matière concernant la biodiversité benthique, les travaux génétiques, etc. _____
- d. Cartographie et analyse avec le SIG et gestion de la base de données. Indiquez le logiciel _____
- e. Expérience de travail avec les ensembles de données issus des relevés des navires de recherche.
- f. Expertise concernant l'analyse des extraits issus de la collecte des données océanographiques, multifaisceaux et de rétrodiffusion, entre autres (produits à valeur ajoutée provenant des schémas de classes et des cartes d'habitat).
- g. Expérience dans l'élaboration d'un aperçu biophysique, d'un aperçu socio-économique et de rapports d'évaluation des risques aux fins de planification spatiale marine.
- h. Expérience et formation appropriée concernant le positionnement interne d'étiquettes acoustiques chez les poissons.

Catégorie E : Formation (doit fournir une copie de tout certificat de formation)

Les soumissionnaires doivent avoir au moins deux ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans l'un des domaines suivants :

- a. Formation suivie concernant le travail sur l'eau, ou près de l'eau (SDMM, formation basique à la survie, formation relative aux hélicoptères, premiers soins, certificats de plongée).
- b. Formation suivie sur l'équipement scientifique, le remplacement et l'entretien de l'équipement ou autre formation certifiée spécialisée (SIG, progiciels statistiques).
- c. Certification autorisant à fournir une telle formation au personnel du MPO. Veuillez préciser _____

Catégorie F : Travaux sur le terrain dans le milieu marin

Les soumissionnaires doivent avoir au moins trois ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans un ou plusieurs des domaines suivants (a-e) :

- a. Échantillonnage, traitement et consignation de données sur des spécimens biotiques et abiotiques à bord de navires.
- b. Mise à l'essai et à l'épreuve de diverses formes d'équipement naval embarqués.
- c. Échantillonnage, traitement et consignation de données océanographiques.
- d. Échantillonnage, traitement et consignation de données photo ou vidéo sur des spécimens biotiques ou abiotiques.
- e. Logistique de la mise en place ou de la récupération des équipements scientifiques.

Catégorie G : Équipement (actifs ou accès à l'équipement)

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils sont capables de fournir un ou plusieurs des éléments suivants (a-d) :

- a. L'équipement peut notamment comprendre : une photo/vidéo sous-marine, des dispositifs CTP (conductivité, température, profondeur), du matériel de laboratoire, des systèmes d'enregistrement acoustique et des VGT, des carottages d'organismes endofauniques et des échantillons ponctuels de sédiments.
- b. Divers types d'engins de pêche (palangres, sennes, casiers, cannes à pêche ultra-robustes, etc.).
- c. Divers types d'engins océanographiques (veuillez préciser). _____
- d. Accès à l'équipement (veuillez préciser). _____

Critère 2 : Disponibilité des navires

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils possèdent un ou plusieurs navires aptes à prendre la mer leur permettant d'effectuer diverses activités de conservation marine côtières et extracôtières ou qu'ils ont accès à de tels navires. Si les soumissionnaires sont admissibles en vertu de la catégorie A, B, C, D, E ou F, ils répondent alors au critère 2. Remarque : Les catégories peuvent être subdivisées en fonction de la capacité des navires à mener des activités de recherche côtières ou extracôtières, ou encore de l'équipement des navires ou de leur capacité à prendre en charge de l'équipement ou des techniciens scientifiques.

Veuillez indiquer ci-dessous si vous possédez un ou plusieurs navires aptes à prendre la mer leur permettant d'effectuer diverses activités côtières et extracôtières ou si vous avez accès à de tels navires en cochant les cases appropriées et en fournissant des renseignements supplémentaires, au besoin.

Catégorie A : Propriétaire d'un très petit navire (< 25 pi)
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

- a. Êtes-vous propriétaire d'un ou de plusieurs petits navires aptes à prendre la mer (embarcation non pontée, moteur hors-bord) d'une longueur inférieure à 25 pi? Oui () Non ()

Dans l'affirmative, quelle est la longueur du ou des navires? Longueur (en pieds) _____
Veuillez indiquer le port d'attache et le nom du ou des navires. _____

_____ Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

_____ Ce navire est-il uniquement adapté aux eaux côtières? Oui () Non ()
Si possible, indiquez à quelle distance des côtes le navire peut opérer. _____

_____ Si plus d'un navire est utilisé, veuillez fournir une liste. _____

- b. Plateformes d'exploitation et équipement du navire : Le navire dispose-t-il de l'espace et de la capacité nécessaires pour faire fonctionner des équipements océanographiques, de pêche ou scientifiques de petite taille (treuils, etc.)? Oui () Non ()

Pour chaque navire décrit ci-dessus, veuillez énumérer les équipements embarqués. Par exemple, dispose-t-il d'un treuil hydraulique, d'une grue, de treuils, d'échosondeurs, etc. Veuillez préciser : _____

- c. Plateformes d'exploitation/spécifications du navire : Le navire dispose-t-il de l'espace nécessaire pour accueillir au moins un technicien scientifique, au besoin? Oui () Non () _____

- d. Le navire possède-t-il son propre équipage? Oui () Non () _____

Catégorie B : Propriétaire d'un petit navire (de 25 pi à 34 pi 11 po)
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

- a. Êtes-vous propriétaire d'un ou de plusieurs navires aptes à prendre la mer d'une longueur comprise entre 25 pi et 34 pi 11 po? Oui () Non ()

Dans l'affirmative, quelle est la longueur du ou des navires (en pi)? _____

Veuillez indiquer le port d'attache et le nom du ou des navires. _____

Est-ce que le ou les navires conviennent aux : Activités côtières () Activités extracôtières () Les deux ()

Si plus d'un navire est utilisé, veuillez fournir une liste. _____

- b. Plateformes d'exploitation et équipement du navire : Le navire est-il doté de plateformes suffisamment spacieuses pour déployer un équipement océanographique, un équipement de pêche de taille modérée, des treuils, etc.? Oui () Non () Veuillez préciser : _____

Pour chaque navire décrit ci-dessus, veuillez indiquer l'équipement à bord lié aux projets dans le milieu marin : par exemple, est-il doté d'une grue, de treuils capables de déployer un équipement de VTG, des amarrages océanographiques, de dispositifs CTP, de systèmes de caméra, entre autres? Veuillez préciser : _____

- c. Capacité et aménagement du navire : Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

Le navire possède-t-il son propre équipage? Oui () Non () Veuillez préciser le nombre de membres d'équipage et le rôle de chacun. _____

Le navire a-t-il accès aux techniciens scientifiques? Oui () Non ()

Le navire a-t-il des logements? Veuillez fournir une description. _____

Le navire a-t-il les provisions nécessaires pour quitter le port une semaine, voire plus?

Oui () Non () Combien de temps? _____

Catégorie C : Propriétaire d'un grand navire (de 35 pi à 64 pi 11 po)
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

- a. Êtes-vous propriétaire d'un ou de plusieurs navires aptes à prendre la mer d'une longueur comprise entre 35 pi et 64 pi 11 po? Oui () Non ()

Dans l'affirmative, quelle est la longueur du ou des navires (en pi)? _____

Veuillez indiquer le port d'attache des navires. _____

Est-ce que le ou les navires conviennent aux : Activités côtières () Activités extracôtières () Les deux ()

Si plus d'un navire est utilisé, veuillez fournir une liste. _____

Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

- b. Plateformes d'exploitation et équipement du navire : Le navire est-il doté de plateformes suffisamment larges pour déployer un équipement océanographique, un grand équipement de pêche, de grands treuils, entre autres? Oui () Non ()
Veuillez préciser : _____

Pour chaque navire décrit ci-dessus, veuillez indiquer l'équipement à bord lié aux projets dans le milieu marin : par exemple, est-il doté d'une grue, de treuils capables de déployer un équipement de VTG, des amarrages océanographiques, de dispositifs CTP, de systèmes de caméra, entre autres? Veuillez préciser :

- c. Capacité et aménagement du navire : Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

Le navire possède-t-il son propre équipage? Oui () Non () Veuillez préciser le nombre de membres d'équipage et le rôle de chacun.

Accès aux techniciens scientifiques Oui () Non ()

Le navire a-t-il des logements? Veuillez fournir une description.

Le navire a-t-il les provisions nécessaires pour quitter le port une semaine, voire plus?

Oui () Non () Combien de temps? _____

Catégorie D : Propriétaire d'un très grand navire (< 64 pi 11 po)
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

- a. Êtes-vous propriétaire d'un ou de plusieurs navires aptes à prendre la mer d'une longueur supérieure à 64 pi 11 po? Oui () Non ()
Dans l'affirmative, quelle est la longueur du ou des navires (en pi)? _____
- _____

Veuillez indiquer le port d'attache des navires. _____

Est-ce que le ou les navires conviennent aux : Activités côtières () Activités extracôtières () Les deux ()

Si plus d'un navire est utilisé, veuillez fournir une liste. _____

Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)? _____

- b. Plateformes d'exploitation et équipement du navire : Le navire est-il doté de plateformes suffisamment larges pour déployer un équipement océanographique, un grand équipement de pêche, de grands treuils, entre autres? Oui () Non ()
Veuillez préciser : _____

Pour chaque navire décrit ci-dessus, veuillez indiquer l'équipement à bord lié aux projets dans le milieu marin : par exemple, est-il doté d'une grue, de treuils capables de déployer un équipement de VTG, des amarrages océanographiques, de dispositifs CTP, de systèmes de caméra, entre autres? Veuillez préciser :

- c. Capacité et aménagement du navire : Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

Le navire possède-t-il son propre équipage? Oui () Non () Veuillez préciser le nombre de membres d'équipage et le rôle de chacun. _____

Accès aux techniciens scientifiques Oui () Non ()

Le navire a-t-il des logements? Veuillez fournir une description.

Le navire a-t-il les provisions nécessaires pour quitter le port une semaine, voire plus?

Oui () Non () Combien de temps? _____

Catégorie E : Accès aux navires (RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

- a. Avez-vous accès à un ou plusieurs navires aptes à prendre la mer? Oui () Non ()

Dans l'affirmative, quelle est la longueur du ou des navires? Longueur (en pieds) _____

Veuillez indiquer le port d'attache des navires. _____

Est-ce que le ou les navires conviennent aux : Activités côtières ()
Activités extracôtières () Les deux ()

Si plus d'un navire est utilisé, veuillez fournir une liste.

- b. Plateformes d'exploitation et équipement du navire : Le navire est-il doté de plateformes suffisamment larges pour déployer un équipement océanographique, de l'équipement de pêche, des échosondeurs, des treuils, entre autres? Oui () Non () Veuillez préciser : _____

Pour chaque navire décrit ci-dessus, veuillez indiquer l'équipement à bord lié aux projets dans le milieu marin : par exemple, est-il doté d'une grue, de treuils capables de déployer un équipement de VTG, des amarrages océanographiques, de dispositifs CTP, de systèmes de caméra, entre autres? Veuillez préciser : _____

- c. Capacité et aménagement du navire : Quelle est la capacité du navire (nombre total autorisé de personnes à bord)?

Le navire possède-t-il son propre équipage? Oui () Non () Combien de membres d'équipage _____?

Avez-vous accès aux techniciens scientifiques? Oui () Non () Combien?

Le navire a-t-il des logements? Veuillez fournir une description. _____

Le navire a-t-il les provisions nécessaires pour quitter le port une semaine, voire plus? Oui () Non () Combien de temps? _____

Catégorie F : Accès à divers navires (RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

Les soumissionnaires doivent démontrer qu'ils ont accès à un large éventail de navires pour respecter ce critère.

Une preuve de location ou de propriété du navire ou un plan du navire doit être fourni. Le certificat de propriété du navire et l'attestation d'assurance doivent être fournis.

Avez-vous accès à un large éventail de navires? Oui () Non ()

Veuillez indiquer le nombre de navires auxquels vous avez accès et fournir une description générale de leurs types. Remarque : Les spécifications de chaque navire dépendront en fonction des besoins de chaque projet.

Veuillez indiquer les types de navires auxquels vous avez accès (p. ex. petite embarcation non pontée, petit palangrier).

Veuillez indiquer, pour chaque type de navire mentionné ci-dessus, sa capacité (nombre total autorisé de personnes à bord).

Les navires disposent-ils de l'espace et de la capacité nécessaires pour faire fonctionner des équipements océanographiques, de pêche ou scientifiques (treuils, etc.)? Oui () Non ()

Pour chaque type de navire décrit ci-dessus, veuillez fournir une liste générale des équipements embarqués. Par exemple, dispose-t-il d'un treuil hydraulique, de grues, de treuils, d'échosondeurs, etc. Veuillez préciser : _____

L'un des navires dispose-t-il de l'espace nécessaire pour accueillir au moins un technicien scientifique, au besoin? Oui () Non () _____.

Les navires possèdent-ils leur propre équipage? Oui () Non () Veuillez fournir une brève description de chaque type de navire : _____.

Critère 3 : Collecte des connaissances écologiques locales sur le milieu marin
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

Les soumissionnaires doivent avoir une expérience importante et récente (deux ans d'expérience au cours des trois dernières années) dans la catégorie A, B ou C et doivent fournir un CV démontrant au moins deux ans d'expérience récente dans au moins un des domaines suivants :

- Études et expérience récente (au cours des trois dernières années) et importante (au moins deux ans au total) pour ce qui est de mener des entretiens avec des informateurs-clés (pêcheurs) dans le but de recueillir les connaissances écologiques locales et de solliciter leurs commentaires au sujet des pêches et du milieu marin (connaissances écologiques locales/connaissances écologiques traditionnelles).
- Traitement, numérisation, création de bases de données et gestion des bases de données sur les connaissances écologiques locales.
- Expérience en matière de publication d'études sur les connaissances écologiques locales dans des revues scientifiques examinées par des pairs (indiquez les publications si vous êtes le premier ou le deuxième auteur)._

Critère 4 : Collecte de connaissances auprès des peuples autochtones sur le milieu marin
(RESPECTÉ _____ NON RESPECTÉ _____)

(Cela s'applique uniquement aux contrats réservés aux entreprises autochtones.)

Les soumissionnaires doivent avoir une expérience dans la catégorie A, B ou C et doivent fournir un CV démontrant au moins un an d'expérience dans les domaines suivants :

- a. Expérience dans la réalisation d'entretiens avec des informateurs-clés pour collecter des connaissances auprès des peuples autochtones sur le milieu marin de Terre-Neuve-et-Labrador.
- b. Expérience avec les techniques de cartographie participative afin de collecter les composantes écologiques et biologiques importantes pour les Autochtones sur un environnement.
- c. Traitement et analyse des données, y compris pour l'élaboration de cartes combinées électroniques concernant les composantes écologiques importantes.

Critère 5 : Publications

(RESPECTÉ _____) NON

RESPECTÉ _____

Les soumissionnaires doivent avoir effectué des publications dans des revues scientifiques examinées par des pairs concernant des projets réalisés dans le milieu marin à Terre-Neuve-et-Labrador. (Fournir deux exemples dans le curriculum vitae qui démontrent clairement votre expertise en la matière).

Critère 6 : Sensibilisation et éducation du public (RESPECTÉ _____) NON

RESPECTÉ _____

Les soumissionnaires doivent avoir au moins trois ans d'expérience récente (au cours des cinq dernières années) dans l'un ou l'autre des domaines suivants :

- a. Développement de produit (modèles d'affichage, documents de communications, etc.). Veuillez donner une description et inclure une photo d'illustration de votre réalisation.
- b. Produits multimédias (photo et vidéo professionnelles, conception graphique, médias fondés sur le Web, matériel informatique (p. ex. kiosque avec écran tactile). Veuillez inclure une photo d'illustration de votre réalisation.
- c. Animation, consultation et expérience en matière d'organisation d'événements publics, entre autres, concernant les projets dans le milieu marin. Veuillez donner une liste d'exemples d'événements que vous avez organisés.

Zone d'opération

Les soumissionnaires doivent indiquer les zones dans lesquelles ils sont capables d'effectuer le travail en cochant les cases des zones indiquées ci-dessous.

Capacité à accéder aux zones (vérifier les zones dans lesquelles vous pouvez travailler).

- La baie Gilbert et le côte sud du Labrador ()
Région nord du Labrador
Eastport et la baie de Bonavista ()
Zone d'intérêt du chenal Laurentien ()
Le chenal Laurentien et le sud de Terre-Neuve ()
Division 3Ps et 3Pn de l'OPANO
Division 4R de l'OPANO
Divisions 4Vn et 4Vs de l'OPANO
Baie Placentia ()
Baie Fortune ()
Les autres eaux côtières de Terre-Neuve ()
Les autres eaux hauturières de Terre-Neuve ()
Les autres eaux côtières du Labrador ()

N° de l'invitation - Solicitation No.
F6160-180013/H
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F6160-180013

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
XAQ-8-41127

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les autres eaux hauturières du Labrador ()
Activités terrestres uniquement ()
Laboratoire uniquement ()

ANNEXE « C »

Processus De Passation De Marché/format D'Énoncé Des Travaux

1. PROCESSUS DE PASSATION DE MARCHÉ

Les différents besoins seront annoncés et traités comme ceci:

- 1.1 Le CPFP arrangement en matière d'approvisionnement (SAA) préparera une demande de propositions (DP), y compris un énoncé des travaux (EDT) présenté dans le format fourni. Ce sera distribué par courriel à tous les entrepreneurs dans la catégorie pertinente.
- 1.2 Le ou les entrepreneurs fournissent en retour une proposition de prix ferme par courriel au SAA dans les délais prescrits. Cette proposition doit présenter un prix ferme tout compris pour la réalisation des travaux décrits dans l'EDT. Pour les travaux urgents, le SAA peut demander l'envoi de la proposition dans un délai de 24 heures.
Pour être recevable, l'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences de la DP, utilisant le personnel dans leur AA.
- 1.3 La sergente d'armes choisira la proposition conforme au prix le plus bas pour l'attribution d'un contrat, et transmettre le document contractuel à l'entrepreneur retenu par courriel. Une copie du contrat sera envoyée à l'autorité technique du MPO.
- 1.4 Après l'inspection finale et l'acceptation des travaux par le Canada, l'entrepreneur doit envoyer une facture pour le paiement du MPO, avec une copie à l'autorité arrangement en matière d'approvisionnement de TPSGC. La facture doit contenir une référence au numéro de l'AA de TPSGC et le numéro de contrat.

Les deux parties doivent faire attention dans leurs activités de passation de marchés, car le Canada ne peut, en aucun cas, autoriser le paiement d'une facture de plus de 100 000\$ en vertu d'un contrat résultant de ces AMA. Tous les contrats seront assujettis à une vérification, en vertu de l'AMA.

2. FORMAT D'ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

Toutes les DDP contiennent un EDT utilisant ce format, et portant sur les éléments suivants, selon le cas:

- 2.1 **PORTÉE**
Présente une brève présentation des travaux à analyser: quoi, où et quand, mais pas comment. Il revient à l'entrepreneur de déterminer comment, d'après les critères suivants indiqués dans l'EDT, ce qui se reflétera dans sa proposition pour les travaux.
- 2.2 **RÉFÉRENCES**
 - a. Plans pilotes
 - b. Normes
 - c. Règlements
 - d. Normes d'assurance de la qualité
- 2.3 **DESCRIPTION TECHNIQUE**
 - a. Définir les exigences du point de vue de la réalisation
 - b. Indiquer clairement quels travaux doivent être effectués
- 2.4 **PREUVE DE RÉALISATIONS**
 - a. Inspection
 - b. Essais
 - c. Attestation
- 2.5 **LIVRABLES**
 - a. Dessins (y compris les éventuelles révisions)
 - b. Rechanges
 - c. Formation
 - d. Manuels
 - e. Maintenance
 - f. Logiciel

ANNEXE « D »

Exigences En Matières D'Assurances

Assurance de responsabilité civile commerciale

- 1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.**
- 2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :**
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.**
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.**
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.**
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.**
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.**
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.**
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.**
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).**
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.**
 - j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.**
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.**
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.**

- m. **Assurance automobile des non-propriétaires** : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. **Droits de poursuite** : Conformément é l'alinéa 5 d) de la **Loi sur le ministère de la Justice**, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur

Direction du droit des affaires

Bureau régional du Québec (Ottawa)

Ministère de la Justice

284, rue Wellington, pièce SAT-6042

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal

Section du contentieux des affaires civiles

Ministère de la Justice

234, rue Wellington, Tour de l'Est

Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la **Loi sur la responsabilité en matière maritime**, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a. **Assuré additionnel** : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement concernant les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

- b. **Renonciation des droits de subrogation** : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par **Pêches et Océans** et par **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada** relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
- c. **Avis d'annulation** : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- d. **Responsabilité réciproque et séparation des assurés** : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
(Les agents de négociation des contrats doivent insérer l'option, s'il y a lieu.)
- e. **Droits de poursuite** : Conformément à l'alinéa 5 d) de la **Loi sur le ministère de la Justice**, L.R.C. 1985, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné conformément à la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

ANNEXE « E »

Rapports D'Utilisation Periodique

Le fournisseur doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'arrangement en matière d'approvisionnement. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, le fournisseur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable des arrangements en matière d'approvisionnements.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

NIBS	Numéro d'AMA	Titre et description de l'AMA	Type de document	Nom du fournisseur	Renseignements sur le contrat du fournisseur	Valeur de l'AMA (\$)	
						Valeur originale	Valeur totale modifiée
Nom du responsable de TPSGC	Période de référence (exercice et trimestre)	Détails sur la demande subséquente par le ministère ayant passé la commande					
		Ministère ou organisme	Lieu de réalisation (province)	Nbre total de commandes pour la période de référence (trimestre)	Valeur totale (\$) des commandes pour la période de référence (y compris TPS/TVH)	Nbre total de commandes pour l'exercice à ce jour	Nbre total de commandes pour l'exercice à ce jour (y compris TPS/TVH)

Les renseignements requis sur le présent arrangement en matière d'approvisionnement doivent être envoyés par courriel à l'adresse suivante : rhonda.lacey@pwgsc.gc.ca.

N° de l'invitation - Solicitation No.
F6160-180013/H
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F6160-180013

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
XAQ-8-41127

Id de l'acheteur - Buyer ID
xaq031
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « F »

Information Requise Pour L'Attestation Relative Au Code De Conduite

[Compléter avec le soumission]

Veuillez fournir le nom des entités suivantes, selon la nature du droit de propriété de l'entreprise.

1. Dans le cas d'une personne morale: le nom de chacun des membres du conseil d'administration
2. Dans le cas d'une entreprise individuelle ou d'un particulier faisant affaires sous le nom d'une entreprise: le nom de l'unique propriétaire ou particulier
3. Dans le cas d'une coentreprise: le nom de tous les membres actuels de la coentreprise
4. Dans le cas d'un particulier, le nom complet de la personne
